

élevé et généralisé et pour lesquelles les convictions sont profondément enracinées. Tout comme chaque parent est un expert en éducation, chaque Canadien est un expert en ce qui concerne les Américains.

Dans une optique davantage contemporaine, il faut cependant reconnaître que la Troisième option porte des signes évidents de son époque. Conçue en 1971, elle traduit une volonté d'atténuer les chocs éventuels que notre économie aurait à subir si les États-Unis prenaient de nouveau des mesures analogues à celles prises durant cette année. On retrouve aussi dans la Troisième option les préoccupations concernant notre souveraineté qui ont dominé les années 60 et 70 et qui trouvent leur expression dans la *Politique étrangère au service des Canadiens*.

La Troisième option a également été conçue pour permettre au Canada de composer avec certaines réalités internationales auxquelles était confronté l'ensemble de nos politiques : l'intégration politique et économique de l'Europe, qui avait de sérieuses conséquences sur nos liens traditionnels avec la Grande-Bretagne et nos autres partenaires européens ; l'émergence du Japon comme puissance économique de première force, ayant par ailleurs des intérêts spéciaux dans nos provinces de l'Ouest ; une translation de l'équilibre et de la répartition du pouvoir qui recelait de nouvelles possibilités pour les petites démocraties industrielles comme le Canada.

L'élément clé en ce qui concerne la Troisième option est cependant qu'elle ne ressortit pas exclusivement à la politique étrangère. La Première option, vous vous en souvenez sans doute, proposait le statu quo avec les États-Unis, assorti d'un minimum d'ajustements de nos politiques. La Deuxième option posait, de propos délibéré, une plus grande intégration avec les États-Unis. La troisième, et je cite, consistait en « ... une stratégie générale, à long terme, visant à développer et à raffermir notre économie et les autres aspects de notre vie nationale et, ce faisant, réduire la vulnérabilité actuelle du Canada ».

Il est difficile de concevoir qu'un objectif aussi clair et direct, d'aucuns diraient même évident, puisse en venir à être considéré comme anti-américain, préjudiciable aux affaires, inévitablement hostile aux organisations multilatérales, confinant à l'éparpillement irréflecti et appelant un vain combat contre les réalités d'une économie continentale. En outre, on oublie fréquemment un qualificatif clé de la Troisième option, soit le « long terme ».

Au nombre des risques qu'on court à conceptualiser la politique étrangère, l'on retrouve le danger de la dater. Certains observateurs et commentateurs semblent considérer un concept comme ils le feraient un contenant de lait qui vieillit sur les tablettes et qui devient de moins en moins attrayant. On en vient presque à voir dans le coin supérieur droit la formule : « Meilleur avant 1983 ».

Cette approche est d'ailleurs souvent celle qu'on adopte à l'endroit aussi bien de la Troisième option que des documents de 1970 réunis sous le titre *Politique étrangère au service des Canadiens*. À l'évidence, aucune politique n'est éternelle ni presciente. On n'avait pas prévu dans la Troisième option les chocs pétroliers des années qui ont suivi son adoption. Par contre, les politiques solidement ancrées à de larges assises nationales et balisées par des objectifs à long terme ne sont pas frappées d'obsolescence instantanée. Ce sont plutôt des vecteurs de l'intérêt national qui fournissent l'élan, la direction et le cadre conceptuel au moyen desquels peut se bâtir l'avenir.